RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2016

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES DIRECTEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES



COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES
OU DELIBÉRATIVES PLACÉES AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
ET DES MINISTRES

L'article 112 de la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 de finances pour 1996 fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe au projet de loi de finances initiale, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France.

La présente annexe indique le nombre de membres de ces organismes, leur coût de fonctionnement ainsi que le nombre de réunions tenues lors des trois années précédentes.

Un « 0 » désigne les cas où le nombre de réunion et/ou leur coût de fonctionnement est/sont nul(s).

Un « - » désigne les cas dans lesquels il n'est pas nécessaire de produire un/des élément(s) de chiffrage.

Une case vide désigne les cas dans lesquels aucun chiffrage n'est disponible.

Les commissions et instances supprimées dans l'année se trouvent recensées en fin de document.

Le nombre des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France s'élève, au 15 septembre 2015, à 504.

TABLE DES MATIERES

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
1. Premier ministre									
Comité d'orientation du Commissariat général à la stratégie et à la prospective (ex Centre d'analyse stratégique)	Décret n° 2006-260 du 6 mars 2006 portant création du centre d'analyse stratégique Décret n° 2013-333 modifié du 22 avril 2013 portant création du commissariat général à la stratégie et à la prospective	12	0	0	0		0	0	
Comité de suivi des retraites	Article L.114-4 du code de la sécurité sociale	5	-	-	0	-	-	4	
Comité de surveillance des investissements d'avenir	Décret n° 2010-80 du 22 janvier 2010 relatif au commissaire général à l'investissement	18	0	0	0	2	5	4	
Conseil d'analyse économique	Décret n° 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du conseil d'analyse économique	15	810,70	534,40	626,11	9	20	20	
Conseil d'orientation des retraites	Articles L. 114-2 et D. 114-4-0-1 à D. 114-4-0-4 du code de la sécurité sociale	39	1 115,70	1 120	1 051,22	21	18	20	
Conseil d'orientation pour l'emploi	Décret n° 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du conseil d'orientation pour l'emploi	51	592	549,40	467,38	23	22	22	
Conseil de la simplification pour les entreprises	Décret n° 2014-11 du 8 janvier 2014 instituant le conseil de la simplification pour les entreprises	14	-	-	25,90	-	-	17	
Conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire	Loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation **pour** l'aménagement et le développement du territoire Décret n° 2000-907 du 19 septembre 2000 relatif au conseil national de l'aménagement et du développement du territoire	70	0	0	0	0	0	0	
Conseil national de la montagne	Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne	59	0	11,76	0	1	1	0	
Conseil national des villes	Décret n° 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville Décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	55	81	50	5	49	30	0	
Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire Décret n° 2015-732 du 24 juin 2015 relatif au conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	71	-	-	-	-	-	-	*Cette commission a été mise en place en 2015*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
1. Premier ministre									
Haut conseil à la vie associative	Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au haut conseil à la vie associative	47	3,60	3,28	2,50	47	37	34	
Haut conseil du financement de la protection sociale	Décret n° 2012-1070 du 20 septembre 2012 relatif au haut conseil du financement de la protection sociale	49	50	235,85	437,88	5	14	11	
Observatoire de la laïcité	Décret n° 2007-425 du 25 mars 2007 créant un observatoire de la laïcité	24	0	50	65,85		25	65	
Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Décret n° 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement	9	0	0	0	2	2	2	
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information	Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information	14	1,10	1,30	0,90	1	1	1	
Comité stratégique de la sécurité des systèmes d'information	Décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 portant création d'un service à compétence nationale dénommé agence nationale de la sécurité des systèmes d'information	11	24,60	23,40	0	0	0	0	
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes (SGDSN)	Décret n° 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963	8	35,70	41,50	41	2	2	2	
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances (SGDSN/ANSSI)	Article R. 226-2 du code pénal	11	14,20	26,90	20,80	6	6	6	
Commission de déontologie	Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques Décret n° 2007-611 du 26 avril 2007 relatif à l'exercice d'activités privées par des fonctionnaires ou agents non titulaires ayant cessé temporairement ou définitivement leurs fonctions et à la commission de déontologie	14	260	281	297	12	11	13	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
1. Premier ministre									
Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC)	Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002 Décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 modifié relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens Arrêté du 7 janvier 2009 relatif au fonctionnement, aux moyens et à l'organisation interne de la commission interministérielle de coordination des contrôles	18	167	141	67		8	11	
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale (SGDSN)	Articles R. 1332-10 à R. 1332-12 du code de la défense	7	8,90	10,40	7	2	3	2	
Commission interministérielle de la sûreté aérienne	Articles D.* 1443-1 et D.1443-4 du code de la défense Décret n° 2007-585 du 23 avril 2007 relatif à certaines dispositions réglementaires de la première partie du code de la défense	13	24,60	19,50	17,50	2	1	3	
Commission interministérielle des données d'origine spatiale	Décret n°2013-654 du 19 juillet 2013 relatif à la surveillance de l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale	5	0	27,20	19,90		1	2	
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (SGDSN)	Décret n° 55-965 du 16 juillet 1955 modifié portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre Article D. 1132-53 du code de la défense Arrêté du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation, d'exportation et de transfert des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés	12	943	964	743,90	11	11	11	
Conseil des systèmes d'information et de communication (DISIC)	Décret n° 2011-193 du 21 février 2011 portant création d'une direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'État Décret n° 2014-879 du 1er août 2014 relatif au système d'information et de communication de l'État	16	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
1. Premier ministre									
Commission nationale consultative des gens du voyage	Décret n°2003-1120 du 24 novembre 2003 relatif à la Commission nationale consultative des gens du voyage Décret n° 2009-624 du 6 juin 2009 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville Décret n° 2015-563 du 20 mai 2015 relatif à la commission nationale consultative des gens du voyage	33	0,60	0	0	1	0	0	
Commission nationale d'orientation et d'intégration	Articles R.* 4139-14 et suivants du code de la défense	7	0	0	0	11	10	12	
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation (CIVS)	Décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	10	505,10	489,46	511,12	27	15	10	
Commission supérieure de codification	Décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 modifié relatif à la composition et au fonctionnement de la commission supérieure de codification	27	123,80	146,32	139,80	14	17	9	
Conférence nationale de l'administration territoriale de l'Etat	Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration	-	-	-	-	-	-	-	*Cette commission a été créée le 7 mai 2015*
Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative (DILA)	Décret n° 2010-32 du 11 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative Décret n°2015-464 du 23 avril 2015 portant renouvellement du conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	30	289,34	317,89	336,90	38	28	25	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
2. Affaires étrangères et développement international									
Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	Arrêté du 4 octobre 1995 portant création d'une commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger Décret n°2014-556 du 30 mai 2014 portant prorogation de la commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	31	0	0	0	1	1	1	
Commission du volontariat de solidarité internationale	Loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale Décret n° 2005-600 du 27 mai 2005 pris pour l'application de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale	12	0	0	0	2	2	2	
Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger	Article D. 36 du code du domaine de l'État Repris dans les articles D. 1221-3 à D. 1221-6 du code général de la propriété des personnes publiques	8	0	0	0	11	11	11	
Commission interministérielle d'octroi de la garantie de l'État aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	Décret n° 79-142 du 19 février 1979 modifié relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'État aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	5	0	0	0	4	5	0	
Commission interministérielle des biens à double usage	Décret n° 2010-294 du 18 mars 2010 portant création d'une commission interministérielle des biens à double usage	12	0,94	0,86	0,94	13	11	12	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-360 du 30 mars 2015 portant prorogation de la commission interministérielle des biens à double usage.*
Commission LabelFrancEducation	Décret n° 2012-40 du 12 janvier 2012 modifié portant création du label LabelFrancEducation	9	0	0	0	3	2	0	
Commission nationale de la coopération décentralisée	Articles L. 1115-6 et R. 1115-8 et suivants du code général des collectivités territoriales	34	0	0	0	1	2	2	
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Articles R. 2343-1 et suivants du code de la défense	28	50	70	70	1	4	4	
Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger	Décret n°92-437 du 19 mai 1992 portant création d'une commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger	10	0	0	0	1	1	1	
Conseil national du développement et de la solidarité internationale	Décret n°2013-1154 du 11 décembre 2013 créant un conseil national du développement et de la solidarité internationale	55	0	0	0	2	0	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Comité d'experts pour la transition énergétique	Articles L. 145-1 du code de l'énergie	-	-	-	-	-	-	-	
Comité d'instruction pour la diffusion des informations ferroviaires	Articles R.1211-11 à R.1211-15 du code des transports	5	0	0	0	2	3	1	
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français	227	0	0	0	1	1	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie* *Les membres de cette commission ne sont ni rémunérés ni indemnisés. Les réunions ont lieu dans les locaux du ministère.*
Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	Articles L.542-3 et R.542-73 du code de l'environnement	12	0	0	0	3	5	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Comité de l'environnement polaire	Articles D. 133-31 à D. 133-34 du code de l'environnement	11	2,50	1	2,10	2	1	3	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du comité de la prévention et de la précaution	20	48,50	19,60	24,50	11	9	9	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie* *L'augmentation des coûts de fonctionnement est liée à l'utilisation d'une salle de réunion payante toute l'année en 2014 et seulement une partie de l'année en 2013.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Comité des usagers du réseau routier national	Décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	21	1	1	1	6	6	5	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Comité national de l'eau	Articles L. 213-1 et D. 213-1 et suivants du code de l'environnement	155	30	30	60	4	5	4	*L'augmentation des coûts de fonctionnement s'explique par la prise en charge des frais liés à l'organisation d'un colloque pour l'anniversaire de la loi sur l'eau et réservation d'une salle à l'extérieur du ministère.*
Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens	Articles D. 133-23 et suivants du code de l'environnement	38	130	37	100	2	2	2	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie* *L'augmentation des coûts de fonctionnement s'explique par l'organisation en 2014 d'une réunion du Comité National en Martinique.*
Conseil national de la transition écologique	Loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement	41	0,20	0	0		0	0	
Comité national trames verte et bleue	Articles L. 371-2 et D. 371-1 et suivants du code de l'environnement	50	0	1,70	1	0	4	2	
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Article R. 342-6 du code de l'éducation	45	2,50	4,20	4,80	2	2	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Décret n° 62-1297 du 7 novembre 1962 pris en ce qui concerne les règles techniques d'utilisation et les caractéristiques des produits pétroliers	52	0	0	0	1	1	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques	Articles L. 213-21, L. 213-22, R. 213-77 et suivants du code de l'environnement	10	16,70	29,80		11	8		
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R. 160-1 et suivants et R. 330-20 du code de l'aviation civile	12	0,25	0,12	0,26	2	2	3	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission centrale de sécurité	Décret n° 84-810 modifié du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	24	5	5	5,20	11	11	11	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission centrale des appareils à pression	Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression	39	4	4	3	4	4	3	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission consultative du budget annexe contrôle et exploitation aériens	Arrêté du 8 juin 2006 relatif à la commission consultative du budget annexe contrôle et exploitation aérien	15	0	0	0	2	2	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	6	0	0	0	1	0	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission consultative pour la procédure d'attribution de la taxe poids lourds	Décret n° 2009-345 du 30 mars 2009 relatif aux modalités d'application du III de l'article 153 de la loi de finances pour 2009	6	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative relative aux déchets d'emballages ménagers	Arrêté du 23 juillet 1992 relatif à l'agrément prévu par le décret n° 92-377 du 1er avril 1992 concernant les déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages	37	6	4	0	6	4	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets* *Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	13	0	0	0		2	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement	20	5	5	0	5	5	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission consultative d'agrément de la filière des déchets d'emballages ménagers Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission de conciliation du télépéage	Décret n° 2012-645 du 3 mai 2012 organisant une commission de conciliation du télépéage	6	0	0	0	0	0	0	
Commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage	Article R. 543-170 du code de l'environnement	26	3	2	0	3	2	0	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission des comptes des transports de la Nation	Décret n° 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la Nation	61	1	1	1	2	2	2	
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D. 133-35 et suivants du code de l'environnement	41	0,50	0,50	0,25	2	2	1	
Commission des conservatoires botaniques nationaux	Articles D. 416-7 et D. 416-8 du code de l'environnement	12	0	2,50	2,50	0	1	1	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission des phares	Décret n° 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission des phares	6	0	0	0	3	3	3	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission des produits chimiques et biocides	Articles R. 523-4 et suivants du code de l'environnement	30	4,50	1		8	7		
Commission des téléphériques	Décret n° 2012-988 du 22 août 2012 relatif à la commission des téléphériques	26	0	0	0	1	2	2	
Commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	Arrêté du 25 janvier 2005 relatif à la commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	25	0	0	0	3	3	3	
Commission ferroviaire d'aptitudes	Loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports	6	0	0	0	11	11	11	
Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	Décret n° 95-477 du 27 avril 1995 relatif à la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	10	0	0	0	2	3	2	
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Articles D.1252-1 et suivants du code des transports	78	6,90	4,40	0	5	4	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive	Article R. 413-2 du code de l'environnement	45	10	10	10	4	4	4	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs	Article L. 542-3 du code de l'environnement	12	874	874	621	25	25	23	
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L. 426-5 et R. 426-3 et suivants du code de l'environnement	15	1,70	1,70	1,30	4	4	3	
Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique	22	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R. 423-5 du code de l'environnement	14	0,10	0,10	0,10	1	1	1	
Commission nationale de la négociation collective de la marine marchande	Article R. 742-5 du code du travail	36	2	2,10	2,60	1	1	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie* *Cette commission est amenée à être remplacée par la commission nationale de la négociation collective maritime.*
Commission nationale de la négociation collective maritime	Décret n° 2015-918 du 27 juillet 2015 relatif aux conventions et accords collectifs des gens de mer et à la composition et au fonctionnement de la commission nationale de la négociation collective maritime	49	-	-	-	-	-	-	
Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	23	1	2,70	4	6	8	9	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission nationale des documents et autorisations de transport routier international	Décret n° 2011-667 du 14 juin 2011 relatif à la délivrance des autorisations de transport routier international et des documents de contrôle du cabotage	7	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale des sanctions administratives	Articles L. 1452-1 et L. 3452-3 du code des transports et article 17 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs	16	0	0	0,20		0	1	
Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs	Articles L. 594-11, L. 594-12 et L. 594-13 du code de l'environnement	10			0			0	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles situés dans les zones d'intervention du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Article 384 A bis de l'annexe II au code général des impôts	5	0	0	0	0	1	0	
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L. 341-17 et R. 341-28 et suivants du code de l'environnement	30	7,20	6,20	3,40	7	6	5	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le conseil national du paysage*
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	Articles L. 512-71, L512-84, R. 512-43 et suivants du code monétaire et financier	41	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013*
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L. 731-1 et R. 713-1, R. 713-4 à R. 713-6 du code du travail	38	0	0	0	1	1	2	
Conseil national de la transition écologique	Articles L 133-1 à L 133-4 du code de l'environnement	50	0	0	0		4	5	
Conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 22 décembre 2013 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	48	-	0		-	0		
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Articles L.566-4 et R.566-4 du code de l'environnement	38	36,98	36,33	0	7	7	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 425-4, R.425-5 et R. 425-8 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	2	3	3	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R. 561-10 et suivants du code de l'environnement	12	0	0	0	2	1	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 421-7 et R.421-8 du code de l'aviation civile	30	0	0	0		3	4	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Conseil économique du développement durable	Décret n° 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du conseil économique pour le développement durable	27	1,70	2,40	2,30	19	29	14	
Conseil national de l'air	Articles D. 221-16 et suivants du code de l'environnement	48	0	0	0	1	3	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Conseil national de l'information géographique	Décret n° 2011-127 du 31 janvier 2011 relatif au conseil national de l'information géographique	35	5	3	8	8	12	39	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles R. 421-1 et suivants du code de l'environnement	29	1,30	1	0,75	6	4	3	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Conseil national de la mer et des littoraux	Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 modifiée relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral	70	0	0	0		6	6	
Conseil national de la protection de la nature	Articles R. 133-1 et suivants du code de l'environnement	40	75	55	75	48	39	43	
Conseil national de la sûreté de l'aviation civile	Article D. 213-2 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	2	2	2	
Conseil national des déchets	Articles D. 541-1 et suivants du code de l'environnement	40	1	4	0	1	4	0	
Conseil national du bruit	Articles L. 571-2 et L. 571-6 et D. 571-98 et suivants du code de l'environnement	48	7	7	27	10	10	25	*Les coûts de fonctionnement correspondent à l'élaboration de guides à destination des élus et à l'organisation du concours des décibels d'or.*
Conseil national du paysage	Arrêté du 8 décembre 2000 portant création du conseil national du paysage	37	0	0	0	0	0	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages* *Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Arrêté du 26 mars 2004 portant création du conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	25	42	6	17,50	4	2	6	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Conseil supérieur de l'aviation civile	Articles D. 370-1 et suivants du code de l'aviation civile	28	0	0	0	1	2	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Conseil supérieur de l'énergie	Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz	36	248	230	217	15	15	13	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le comité technique de l'électricité arrivé à échéance.*
Conseil supérieur de la marine marchande	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs Décret n° 2002-647 du 29 avril 2002 modifié relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du conseil supérieur de la marine marchande	39	8	8	8		9	18	
Conseil supérieur de la météorologie	Décret n° 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du conseil supérieur de la météorologie	121	13,80	13	11	24	23	24	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie* *La baisse des coûts de fonctionnement est consécutive à la localisation du Secrétaire Permanent du CSM à Saint-Mandé depuis septembre 2013*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	46	32	29	28,80	28	28	14	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques	Articles L. 511-2, L. 222-7, L. 555-3, L. 555-6 et D. 510-1 et suivants du code de l'environnement	45	32	33	19	9	12	7	
Conseil supérieur des gens de mer	Décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports modifié par décret n° 2011-2109 du 30 décembre 2011	60	1	13	13,80	2	3	3	
Grande commission nautique (GCN)	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	5	5	5	8	7	4	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-622 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D. 421-51 à D. 421-53 du code de l'environnement Arrêté du 15 avril 2009 relatif à la composition et au fonctionnement du groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	9	20	20	5	4	4	2	
Groupe national de suivi des projets d'infrastructures majeurs et d'évaluation des actions engagées	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement	0	0	0	0	0	0	0	
Haut comité de la qualité de service dans les transports	Décret n° 2012-211 du 14 février 2012 modifié portant création de l'autorité de la qualité de service dans les transports et du haut comité de la qualité de service dans les transports	37	0	2,52	4,78	0	2	4	
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire	Loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire	40	150	150	150	5	4	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Haut conseil des biotechnologies	Articles L. 531-3 et suivants et R. 531-4 et suivants du code de l'environnement	40	436	554	635	55	53	52	
Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer (conseil d'orientation)	Articles L. 229-2 à L. 229-4 et D. 229-1 à D. 229-4 du code de l'environnement	26	0	1,80	0	1	1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Article L. 732-3 du code de l'éducation Décret n° 2014-635 du 18 juin 2014 relatif aux établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et au comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	14	1,80	1,50	1,40	2	1	2	
Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	15	45,96	34,94	36,03	13	13	12	
Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	Décret n° 2001-139 du 12 février 2001 portant création du comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	10		0	0		0	0	
Comité de suivi de la licence et de la licence professionnelle	Arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence	80	9,50	26,10	20,50	1	9	7	
Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	Loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités Décret n° 2008-72 du 23 janvier 2008 instituant le comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilité des universités	14	11	0	0	15	0	0	
Comité de suivi du cursus master	Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master	30	5,60	5,60	5,60	7	9	7	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.*
Comité stratégique du calcul intensif	Arrêté du 3 octobre 2011 portant création du comité stratégique du calcul intensif	22	4,69	6	0	6	7	0	
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue	Décret n° 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France Arrêté du 26 décembre 1990 fixant la composition de la commission	18	5,50	5,50	5,50	4	4	4	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	Arrêté du 19 avril 1995 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	34	14,60	9,70	12,90	9	6	8	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.*
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables	Décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable	21	1	1	1	2	1	2	
Commission consultative restreinte pour la formation professionnelle des experts-comptables	Décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable	9	0	0	0	2	1	2	
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	16	0	0	8,10	9	11	10	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.* *Le coût de fonctionnement de 2014 correspond à la prise en charge des frais de déplacement des membres de la commission appartenant à la fonction publique.*
Commission des titres d'ingénieurs	Articles L. 642-3 et L. 642-4 du code de l'éducation	32	100	80,20	76,20	35	35	37	
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R. 214-130 et suivants du code rural et de la pêche maritime	21	0,80	0,80	1,20	8	4	2	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.* *L'augmentation du coût de fonctionnement est due à la prise en charge d'un membre de la commission résidant en province.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret n° 2014-16 du 8 janvier 2014 portant création de la commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	12	83,40	44,69	55,13	2	1	1	*L'augmentation du coût de fonctionnement en 2014 par rapport à celui de 2013 est due à un nombre plus élevé de dossiers instruits (73 en 2014 contre 59 en 2013).*
Commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie	Décret n° 2015-813 du 3 juillet 2015 relatif à la commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie		-	-	-	-	-	-	*Commission créée par décret n° 2015-813 du 3 juillet 2015 relatif à la commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie.*
Commissions pédagogiques nationales (IUT)	Arrêté du 4 juin 1992 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et aux commissions pédagogiques nationales	301	90	83	61,71	126	117	87	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.*
Commissions professionnelles consultatives et comité interprofessionnel consultatif institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	Article L. 335-6 du code de l'éducation Décret n°2012-965 du 20 août 2012 modifié relatif aux commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale Arrêté du 20 août 2012 relatif aux commissions consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	620	225,43	344,37	237,06	10	40	40	
Conseil national d'évaluation du système scolaire	Articles L. 241-12 à L. 241-15 et D.241-36 à D.241-38 du code de l'éducation	14	0	0	110,50		0	4	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Articles L. 232-1 et D. 232-1 et suivants du code de l'éducation	100	50	60	47,38	20	20	20	
Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	Décret n° 2013-246 du 25 mars 2013 portant création du conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	39	0	50,40	50	0	3	3	
Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	Décret n° 2012-572 du 24 avril 2012 relatif au conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle Décret n° 2014-761 du 2 juillet 2014 portant modification du décret n° 2012-572 du 24 avril 2012 relatif au conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	22	10,20	5,10	0	6	3	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D. 511-59 et suivants du code de l'éducation	33	0	7,61	4,53	0	2	2	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.*
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D. 551-7 à D. 551-9 et D. 551-12 du code de l'éducation	25	0	0	0	5	5	5	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.*
Conseil national des astronomes et physiciens	Décret n° 86-433 du 12 mars 1986 modifié relatif au conseil national des astronomes et des physiciens	36	27	34	35	15	17	22	
Conseil national des universités (CNU) et Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques	Décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités Arrêté du 19 mars 2010 fixant les modalités de fonctionnement du conseil national des universités Décret n°2002-1262 du 15 octobre 2002 instituant une indemnité attribuée aux membres du conseil national des universités Arrêté du 13 juillet 2010 pris pour l'application du décret n°2002-1262 du 15 octobre 2002	3 480 membres pour le CNU 803 membres pour le CNU santé	5 702	5 475	5 782	525	525	545	
Conseil national éducation économie	Décret n° 2013-539 du 25 juin 2013 portant création du conseil national éducation économie	26	0	0	0		2	3	
Conseil scientifique en médecine, pharmacie et odontologie	Décret n° 2004-67 du 16 janvier 2004 relatif à l'organisation du 3ème cycle des études médicales Décret n° 2011-22 du 5 janvier 2011 relatif à l'organisation du 3ème cycle long des études odontologiques Décret n° 2012-172 du 3 février 2012 relatif au troisième cycle spécialisé des études pharmaceutiques	24	120	52	95,80	60	67	116	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Conseil stratégique de la recherche	Article L. 120-1 du code de la recherche Décret n° 2013-943 du 21 octobre 2013 relatif au conseil stratégique de la recherche	26	0	5,68	28		1	6	
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L. 231-1 et suivants et R. 231-1 et suivants du code de l'éducation	97	13,17	14,13	10,40	11	15	12	
Conseil supérieur des programmes	Articles L. 231-14 à L. 231-17 et D.231-34 à D 231-42 du code de l'éducation	18	0	5,51	165,14		5	159	*Le nombre de réunions correspond aux 21 réunions du conseil auxquelles s'ajoutent 138 réunions des groupes d'experts.*
Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle	Articles L. 312-8 et D. 312-7 et suivants du code de l'éducation	24	44	0,214	0	2	1	1	*La modification en 2013 par décret n° 2013-783 du 28 août 2013 de la composition et du fonctionnement du Haut conseil a permis d'alléger le coût de fonctionnement de l'instance.*
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Articles D. 239-25 à D.239-33 du code de l'éducation	51	9,70	9	9,40	57	56	54	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-623 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche*
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'observatoire de la vie étudiante	26	369,16	369,16	323,16	1	4	3	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
5. Justice									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R. 123-28 et A. 123-7 et suivants du code de commerce	8	0	0	0	10	8	7	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-618 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*
Comité interministériel de coordination de la santé en milieu carcéral	Articles D. 348-2 à D. 348-4 du code de procédure pénale	8	0	0	0	2	0	1	
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	11	1	1,12	0,60	8	8	6	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-618 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*
Commission de contrôle des activités de transaction et de gestion immobilières	Articles 13-5 à 13-10 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce	0	0	0	0		0	0	
Commission de localisation des offices d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice	8	0	0	0	5	5	4	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-618 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*
Commission de localisation des offices de notaires	Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'office de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires	8	0	0	0	5	5	2	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-618 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	4	0	0	0	0	0	0	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-618 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
5. Justice									
Commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires	Décret n° 2009-1545 du 11 décembre 2009 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la Justice fusionnant la commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissier de justice et celle de proposition de nomination aux offices créés de commissaires-priseurs judiciaires, instituée pour les huissiers de justice par le décret n°75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice	5	0	0	0	0	0	0	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-618 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale	7	0,72	1,05	0,40	8	6	5	*Les coûts de fonctionnement reposent uniquement sur les frais de déplacements des différents membres.*
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée sur les publications destinées à la jeunesse Décret n°50-143 du 1er février 1950 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse	30	0	0	0	4	3	4	
Commission du droit local d'Alsace-Moselle	Décret n°2014-52 du 23 janvier 2014 relatif à la commission du droit local d'Alsace-Moselle	43	0	0	0		0	1	
Commission nationale d'indemnisation des avoués près les cours d'appel	Loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel Décret n° 2011-361 du 1er avril 2011 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel	5	1,50	0	0	16	3	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
5. Justice									
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	Articles L. 811-2 et L. 811-4 du code du commerce	13	0	0	0	3	4	5	*Fusion avec la commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises décidée par les réunions du CIMAP des 14, 20 et 21 juin 2013.* *Fusion prévue par l'article 20 de loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.*
Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	Articles L. 812-2, L. 812-2-2, L. 812-4 et R.811-29 et suivants du code de commerce	13	0	0	0	10	12	8	*Fusion avec la commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires décidée par les réunions du CIMAP des 14, 20 et 21 juin 2013.* *Fusion prévue par l'article 20 de loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.*
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au conseil national de l'aide aux victimes	22	0	0	0	0	0	1	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-618 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*
Conseil national de l'aide juridique	Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié	26	0	0	0	4	5	4	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
5. Justice									
Conseil national de la transaction et de la gestion immobilières	Articles 13-1 et 13-2 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce	12	0	0			0		
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles R. 721-7 et suivants du code de commerce	20	13,10	15	15	19	16	11	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-618 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*
Conseil national du droit	Décret n° 2008-420 du 29 avril 2008 portant création du conseil national du droit Décret n° 2014-829 du 22 juillet 2014 relatif au conseil national du droit	57	0	0	0	5	0	5	
Observatoire de la récidive et de la désistance	Décret n°2014-883 du 1er août 2014 relatif à l'observatoire de la récidive et de la désistance	18		0	0		0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
6. Finances et comptes publics									
Collège national de second examen du rescrit	Articles L.80 CB et R*80 CB-2 à R*80 CB-6 du livre des procédures fiscales	6	0	0	0	5	4	5	
Comité chargé de l'examen des demandes de versement d'une indemnité de fin d'activité des débitants de tabac	Décret n° 2006-471 du 24 avril 2006 portant création d'une indemnité de fin d'activité en faveur des débitants de tabac des départements frontaliers et assimilés Décret n° 2013-541 du 25 juin 2013 relatif aux indemnités de fin d'activité et à l'aide à la réinstallation en faveur des débitants de tabac	8	0	0	0	4	4	4	
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières	Articles L.614-2, D.614-2 et D.614-3 du code monétaire et financier (reproduits dans les articles L.411-2, R.411-2 et R.411-3 du code des assurances)	19	0	0	0	14	17	17	
Comité consultatif des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux Arrêté du 1er avril 2011 pris en application du décret n° 2011-252	19	0	0	0	2	2	0	
Comité consultatif du secteur financier	Articles L.614-1, D.614-1 et D.614-3 du code monétaire et financier (reproduits aux articles L.411-1, R.411-2 et R.411-3 du code des assurances)	32	-	107,50	219,80	-	8	8	*L'augmentation des coûts de fonctionnement est imputable à des frais d'étude et de recherche. Ainsi, l'étude relative à l'éducation budgétaire et financière, commandée par le ministre des finances en 2013, a été reportée en 2014 (65.000 €). Les travaux de préparation des Assises des moyens de paiement, demandés par les ministres des finances et de l'économie en août 2014, ont nécessité le recours à un prestataire expert (82.000 €).*
Comité d'engagement de la garantie de l'État accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 relatif au régime de garantie de l'État en faveur des sociétés du secteur de la construction navale	5	0	0	0	1	1	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-572 du 27 mai 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des finances et des comptes publics*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
6. Finances et comptes publics									
Comité de convergence des normes comptables publiques et privées	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 (article 136-VII)	12	0	0	0	1	0	0	
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'État	Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'État	18	0	0	0	3	3	3	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-572 du 27 mai 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des finances et des comptes publics*
Comité de l'abus de droit fiscal	Article L.64 du livre des procédures fiscales	14	12,60	12	8,70	12	14	12	*La baisse du coût de fonctionnement s'explique par une diminution du nombre de dossiers examinés.*
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L.1141-2 et suivants du code de la santé publique (reproduits dans le code des assurances, le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale) Loi n° 2007-131 du 31 janvier 2007 relative à l'accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé	23	0	0	0	5	3	3	
Comité des achats	Décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État	15	0	0	0	11	11	11	
Comité des achats des établissements publics de l'État	Décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État	10	0	0	0	0	0	0	
Comité du capital-investissement	Article 41 DGA de l'annexe III du code général des impôts	3	0	0	0	0	0	0	
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes	Articles 460 et suivants du code des douanes	24	28	29	26	47	49	46	
Comité du label	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique, et au comité du label de la statistique publique Arrêté du 2 mai 2013 relatif aux modalités d'organisation du comité du label de la statistique publique	10	0	0	0	20	23	22	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
6. Finances et comptes publics									
Comité du secret statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique et au comité du label de la statistique publique	24	0	0	0	4	5	3	
Comité national de lutte contre la fraude	Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et création d'une délégation nationale	35	0	0	0	1	2	2	
Commission compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Article 1652 *bis* du code général des impôts	9	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative chargée d'émettre toutes propositions de nature à maintenir l'équilibre du régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac	Décret n° 63-1104 du 30 octobre 1963 relatif au régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac Arrêté du 13 novembre 1963 pris pour l'application du décret n° 63-1104	10	0	0	0	1	2	2	
Commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux Arrêté du 6 mai 2011 pris en application du décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	11	2,11	0	1,50	7	4	9	
Commission consultative relative au refus d'agrément pour déduction fiscale	Article 217 *undecies* du code général des impôts Articles 46 *quaterdecies* V et 46 *quaterdecies* W de l'annexe III du code général des impôts	8	0	0	0	6	5	4	
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine en Alsace-Moselle	Loi du 31 mars 1884 relative au renouvellement et à la conservation du cadastre en Alsace-Lorraine Arrêté du 20 mai 1950 relatif à l'agrément des géomètres privés pour l'exécution des travaux cadastraux dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	4	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
6. Finances et comptes publics									
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine hors Alsace-Moselle	Décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre Arrêté du 30 juillet 2010 fixant les modalités d'attribution des agréments pour l'exécution des travaux cadastraux	5	0	0	0	1	1	1	*Commission renouvelée pour 1 an par le décret n° 2015-572 du 27 mai 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des finances et des comptes publics*
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA FEADER	Décret n° 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	120,40	75,80	102,50	7	8	8	
Commission de conciliation et d'expertise douanière	Articles 441 à 450-1 du code des douanes Décret n° 2010-428 du 28 avril 2010 relatif aux modalités de prélèvement des échantillons et aux conditions de fonctionnement de la commission de conciliation et d'expertise douanière dans les cas de contestation sur l'espèce, l'origine et la valeur des marchandises	4	9,52	7	5,90	22	8	9	*Le coût de fonctionnement de la commission a diminué en 2014 en raison d'une part, d'une baisse du nombre de séances (9 séances ont eu lieu en 2014) et d'autre part, du nombre de recours portés devant elle qui est passé de 92 en 2013 à 68 en 2014.*
Commission de réforme	Article L.31 du code des pensions civiles et militaires de retraite	7	0	0	0	11	11	10	
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier Décret n° 49-1077 du 4 août 1949 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	10	0	0	0	30	27	30	
Commission économique de la Nation	Décret n° 99-416 du 26 mai 1999 portant suppression de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation et création de la commission économique de la nation	28	0	2,40		2	2	2	
Commission interministérielle appelée à apprécier la qualité de certaines manifestations artistiques	Décret n° 97-663 du 29 mai 1997 pris en application de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995	4	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
6. Finances et comptes publics									
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public	Décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'État sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social Arrêté du 3 février 2005 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 6 du décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'État sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social	12	0	0	0	73	76	75	
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	Décret n° 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	12	0	0	0	9	9	9	
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique, et au comité du label de la statistique publique Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la commission nationale d'évaluation du recensement de la population	25	1	1	1	2	2	2	
Commission nationale des impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaires	Articles 1651 H du code général des impôts et L.59 du livre des procédures fiscales	8	2,40	3	3,30	20	25	28	*L'augmentation du coût de fonctionnement s'explique par la tenue de 3 séances supplémentaires en 2014 par rapport à 2013.*
Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique, et au comité du label de la statistique publique Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	30	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale des sanctions	Articles L.561-38 et suivants et R.561-43 et suivants du code monétaire et financier	7	0	0	12	0	0	5	*La commission a débuté ses travaux en juillet 2014.*
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-1 et R.15-33-1 et R.15-33-2 du code de procédure pénale	8	-	0	0	-	1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
6. Finances et comptes publics									
Commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'État	Décret n° 2012-203 du 10 février 2012 relatif à la commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'État	6	7,30	7,30	6	9	9	9	
Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Articles D.561-51 et suivants du code monétaire et financier	24	14	0	0	3	2	0	*En raison du départ de son président, le conseil ne s'est pas réuni en 2014.*
Conseil d'orientation du service des achats de l'État	Décret n° 2009-300 modifié du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État	17	0	0	0	4	4	2	
Conseil de l'immobilier de l'État	Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un conseil de l'immobilier de l'État	16	15,40	12,20	7,90	16	18	17	
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 Arrêté du 29 avril 2009 relatif au conseil de normalisation des comptes publics	240	59,95	67,01	68,12	104	105	99	
Conseil national de l'information statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 modifié du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique et au comité du label de la statistique publique	44	39	80	53	18	23	21	
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L.221-9 et R.221-12 du code monétaire et financier	11	1,18	1,18	0	2	2	0	
Observatoire des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	8	111	43,38	39,02	5	4	3	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
7. Défense									
Comité consultatif de santé des armées	Décret n° 57-384 du 22 mars 1957 Articles D. 3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	1	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-625 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la défense.*
Comité des achats auprès du ministère de la défense	Arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense	9	0	0	0	5	5	5	
Comité directeur de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'observatoire de la santé des vétérans	13	0	0	1	1	1	1	
Comité ministériel d'investissement	Arrêté du 17 février 2010 modifié fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement	10	0	0	0	18	18	13	
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 modifié relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	16	0	0	0	1	1	0	
Commission armées jeunesse	Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse Arrêté du 22 novembre 1955 modifié fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission armées jeunesse	70	113	112	92	51	51	60	*L'augmentation de l'activité résulte des travaux de préparation de deux évènements majeurs ("Jeunes et défense européenne" et "l'engagement en 1915, en 2015").*
Commission centrale relative aux bonifications et avantages de carrière des fonctionnaires ayant accompli des services de la résistance	Loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.* *L'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense habilite le Gouvernement à supprimer cette commission.*
Commission consultative médicale des anciens combattants et victimes de guerre	Décret du 5 mars 1916 modifié fixant la constitution, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative médicale	6	0	0	0	0	0	0	*Cette commission sera attachée, à compter du 1er janvier 2016, à la direction des ressources humaines du ministère de la défense.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
7. Défense									
Commission d'experts (anciens combattants d'Afrique française du Nord)	Articles L. 253 *bis* et R. 227 *ter* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	21	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.* *L'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense habilite le Gouvernement à supprimer cette commission.*
Commission de déontologie des militaires	Articles R.* 4122-18 et R.* 4122-19 du code de la défense	11	31	30,50	31	14	14	13	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-625 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la défense.*
Commission de suivi de sécurité maritime	Arrêté du 8 juin 2011 relatif au contrôle du suivi de la sécurité maritime des bâtiments de guerre de surface de la marine nationale Arrêté du 8 juin 2011 relatif à la composition de la commission de suivi de sécurité maritime	9	0	0	0	7	7	26	
Commission interministérielle de contrôle (Salon international de l'aéronautique et de l'espace)	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du salon international de l'aéronautique et de l'espace	4	0	0	0	6	5	0	
Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Décret n° 95-589 du 6 mai 1995 relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions Décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif	11	0	0	0	0	0	1	*Fusion avec le comité de règlement des contestations en douanes décidée par le CIMAP du 2 avril 2013.*
Conseil de l'exploitation nucléaire de défense	Arrêté du 13 mars 2002 modifié instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	8	0	0	0	1	1	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-625 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la défense.*
Conseil général de l'armement	Décret n°88-349 du 8 avril 1988 relatif au conseil général de l'armement (codifié aux articles D. 3331-1 et suivants du code de la défense)	18	0	0	1	1	1	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
7. Défense									
Conseil scientifique de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'observatoire de la santé des vétérans	8	0	0	0	4	1	4	
Conseil supérieur de la réserve militaire	Loi n°99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense (codifié aux articles L. 4261-1 et D.4261-1 et suivants du code de la défense)	79	30	30	25	2	2	2	
Groupes d'experts chargés d'étudier les transports des matières nucléaires et la protection des installations et établissements	Décret n° 2009-1120 du 17 septembre 2009 relatif à la protection et au contrôle des matières nucléaires, de leurs installations et de leur transport (codifié à l'article R. 1333-15 du code de la défense)	37	0	0	0	0	0	0	
Haut comité d'évaluation de la condition militaire	Loi n° 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires (codifié aux articles L. 4111-1 et D. 4111-1 et suivants du code de la défense)	9	25	25	20	20	20	23	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 1987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	16	1,40	1,80	5	4	6	5	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-626 du 5 juin 2015 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes*
Comité de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales	Décret n° 2012-169 du 2 février 2012 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales	19	0	0	0	2	0	0	
Comité de normalisation des données sociales déclaratives et de leurs échanges	Articles R. 133-10 à R. 133-12 du code de sécurité sociale	31	0	0	0	4	7	7	
Comité de pilotage de l'observatoire national de la fin de vie	Décret n° 2010-158 du 19 février 2010 portant création de l'observatoire national de la fin de vie	12	0	475	456	2	4	4	
Comité de pilotage et comité de suivi du programme national relatif à la nutrition et à la santé et du plan "Obésité"	Décret n° 2012-531 du 19 avril 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité de pilotage et du comité de suivi du programme national relatif à la nutrition et à la santé (2011-2015) et du plan "Obésité" (2010-2013)	63	0	0	0	6	3	6	
Comité économique des produits de santé	Articles L. 162-17-3 et D. 162-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale	34	890	890	1 000	70	70	70	
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L. 6121-7 et L. 6121-8 et R. 6122-1 à R. 6122-7 du code de la santé publique	49	0	0	0	4	8	6	
Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Article D. 98-8-4 du code des postes et des communications électroniques	21	2,35	2,50	1,84	3	2	1	
Comité national de santé publique	Articles L. 1413-1 et R. 1413-26 à R. 1413-32 du code de la santé publique	17	0	0	0	3	0	0	
Comité national de soutien à la parentalité	Articles D. 141-9 et suivants du code de l'action sociale et des familles	35	0	0	0	14	3	0	
Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	Arrêté du 9 février 2006 relatif à la création et à la composition du comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	46	0	0	0	2	0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Comité national des retraités et des personnes âgées	Articles D. 149-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	56	21,60	13,50	11,77	40	28	22	
Comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	Décret n° 2013-16 du 7 janvier 2013 portant création du comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	70	-	0	0,60	-	3	1	
Comité scientifique du site 'Intervention précoce, soutien à la parentalité'	Arrêté du 6 avril 2012 portant création du comité scientifique du site 'Intervention précoce, soutien à la parentalité	16	2,70	3,85	3	3	3	3	*La différence de coûts sur les 3 années s'explique par l'indisponibilité de certains experts de province et le report de crédits d'année en année.*
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	0	0,90	0,60	1	2	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-626 du 5 juin 2015 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes*
Commission chargée de donner un avis sur l'usage du titre de chiropracteur	Décret n° 2011-32 du 7 janvier 2011 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de la chiropraxie	5	0,80	0	0	5	0	1	
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L. 4241-5, L. 4241-14 et D. 4241-20 à D. 4241-25 du code de la santé publique	39	0	0,20	0,08	2	3	2	
Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	19	10	10	0	1	1	0	
Commission consultative nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie (ex Commission nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie)	Décret n° 2014-1043 du 12 septembre 2014 relatif à l'agrément des établissements de formation en ostéopathie	16	0	0	0	1	0	0	
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Articles L. 382-15 et L. 382-19 et R. 382-56 et suivants du code de la sécurité sociale	11	0	0	0	0	0	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Commission d'admission des sportifs de haut niveau	Décret n°2010-979 du 26 août 2010 relatif à la création d'une commission d'admission des sportifs de haut niveau et aux dispenses d'épreuves accordées aux sportifs de haut niveau pour l'admission dans les instituts de formation en masso-kinésithérapie, en pédicurie podologie, en ergothérapie et en psychomotricité	12	0	0	0	1	1	1	
Commission de qualification des pharmaciens en biologie médicale	Arrêté du 1er mars 2012 relatif à la composition des commissions de qualification et à la procédure de qualification des pharmaciens en biologie médicale	11	0	0	0	0	0	0	
Commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	Arrêté du 14 juin 2011 relatif à la commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	20	0,12	0,40	1,16	5	4	5	
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L. 114-1 et D. 114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67	35	35	35	2	2	2	
Commission des conseillers en génétique	Articles L.1132-3, L.1132-5, R. 1132-1, R.1132-2, R.1132-4-1, R.1132-4-2 du code de la santé publique	6	0	0	0,50	0	0	1	
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L. 1114-1 et R. 1114-5 à R. 1114-8 du code de la santé publique	14	3	3,40	3,80	11	10	9	*L'augmentation des coûts de fonctionnement est liée aux remboursements des frais de déplacement de membres résidant en province.*
Commission nationale d'agrément des conventions collectives des établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif	Articles L. 314-6, R. 314-197 et R. 314-198 du code de l'action sociale et des familles	13	0,90	0,80	124.62	20	17	12	*Cette commission n'a pas de budget propre mais utilise des ressources internes à la DGCS (3 ETP (0.5 cat A, 2 catégorie B + 0.5 catégorie C).*
Commission nationale d'agrément des établissements de formation en chiropraxie	Décret n° 2014-367 du 24 mars 2014 relatif à la formation des chiropracteurs et à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie Décret n° 2011-1127 du 20 septembre 2011 relatif à la formation des chiropracteurs et à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie	8	-	0	0	-	1	0	
Commission nationale de l'activité libérale	Articles L. 6154-5 et R. 6154-19 à R. 6154-24 du code de la santé publique	13	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L. 1142-10, L. 1142-11 et R. 1142-24 et suivants du code de la santé publique	37	26,50	22	23	12	10	11	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU)	Décret n° 2012-565 du 24 avril 2012 relatif à la commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence	15	0,50	0,61	0	1	1	0	
Commission nationale relative aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 1er février 2011 relatif aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	7	0,90	2,60	0,80	6	10	5	
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français	23	0	0	0	0	0	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-626 du 5 juin 2015 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes*
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Arrêté du 11 septembre 2002 relatif à la création d'une commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	40	0	0,52	5	17	30	26	
Commission scientifique du haut conseil des professions paramédicales	Article D. 4381-6-1 du code de la santé publique	28	4,90	73,20	220	1	6	10	
Commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes	Articles L. 4143-2 et D. 4143-16 et suivants du code de la santé publique	12	10,30	34,60	113	3	5	9	
Commission scientifique indépendante des médecins	Articles L. 4133-2 et D. 4133-16 et suivants du code de la santé publique	28	0	192,80	224		11	10	
Commission scientifique indépendante des pharmaciens	Articles L. 4236-2 et D. 4236-16 et suivants du code de la santé publique	21	18,20	41,10	163	4	6	9	
Commission scientifique indépendante des sages-femmes	Articles L. 4153-2 et D. 4153-16 et suivants du code de la santé publique	14	6,70	23,70	109	3	5	8	
Conférence nationale de santé	Articles L. 1411-3 et D. 1411-37 et suivants du code de la santé publique	120	88	179	68	37	39	31	
Conseil de l'hospitalisation	Articles L. 162-21-2 et R. 162-21 et suivants du code de la sécurité sociale	10	0	0	0	13	10	11	
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L. 146-1 et D. 146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	190	30,20	35,70	42,48	10	16	57	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret n° 2012-1138 du 9 octobre 2012 relatif au conseil national de l'urgence hospitalière	50	0	0	0	3	2	3	
Conseil national de pilotage des agences régionales de santé	Articles L. 1433-1 et D. 1433-1 et suivants du code de la santé publique	18	1	0	0,10	24	22	23	
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L. 143-1, R. 143-1 et suivants et D. 143-6 à D. 143-8 du code de l'action sociale et des familles	65	0,96	0	5,60	12	0	9	*Le CNLE a tenu 8 séances plénières en 2014. Une réunion extraordinaire a eu lieu à la demande du ministre du travail.*
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L. 147-1 et suivants et R. 147-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	17	4,10	4,90	1,25	4	4	3	
Conseil supérieur de l'adoption	Articles L. 148-1et D. 148-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	30	1,70	4,40	5,50	4	5	7	
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D. 1145-1 et suivants du code du travail	37	0	0	0	3	8	5	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-626 du 5 juin 2015 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes*
Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière	Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière	34	66	91	178,53	32	32	22	
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L. 411-1 à L. 411-3 et articles R. 411-1 à R. 411-3 du code de la mutualité	31	0	0	0	11	11	9	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D. 5125-62 à D. 5125-69 du code de la santé publique	25	0	0	30	1	2	3	
Conseil supérieur du travail social	Article D. 142-1 du code l'action sociale et des familles	50	0,47	0,52	7	21	27	34	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-626 du 5 juin 2015 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes*
Groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	Arrêté du 3 février 2009 modifié portant création d'un groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	19	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Groupe de travail national amiante et fibres	Décret n°2013-761 du 21 août 2013 portant renouvellement du groupe de travail national "amiante et fibres"	28	-	1	3,50	-	1	4	
Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Décret n° 2013-8 du 3 janvier 2013 portant création du haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	72	0	0	0	0	0	60	
Haut conseil de la famille	Articles D. 141-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	60	4,70	7	112,84	8	14	10	
Haut conseil de la santé publique	Articles L. 1411-4 et L. 1411-5 et R. 1411-46 et suivants du code de la santé publique	156	406	256	345	358	432	411	
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D. 4381-1 et suivants du code de la santé publique	42	2,60	2,20	4,30	7	8	6	
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006	66	67	98		5	12		
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Articles L. 162-21-3 et D. 162-17 du code de la sécurité sociale	15	0	0	0	2	5	4	
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret n° 2010-804 du 13 juillet 2010 relatif aux missions de l'observatoire national de la démographie des professions de santé	18	27,59	72,70	395,65	16	11	9	*Les frais de fonctionnement comprennent notamment l'indemnité du président (15120 euros) et l'élaboration du rapport annuel (11066 euros).*
Observatoire national de la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Articles L. 114-3-1 et D. 114-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles	53	0	0	0	0	0	0	
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Articles L. 144-1 et R. 144-1 à R. 144-4 du code de l'action sociale et des familles	27	387,83	374,20	319,81	32	26	25	
Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	Décret n° 2012-739 du 9 mai 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et à l'observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	26	0,97	1,41	0,53	2	3	2	
Observatoire national du suicide	Décret n° 2013-809 du 9 septembre 2013 portant création de l'observatoire national du suicide	54	0	0	0		3	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
9. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret n° 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	0	0	0	11	11	9	
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002 Arrêté du 14 février 2011 relatif à la composition de la commission prévue à l'article L. 176-2 du code de la sécurité sociale	12	0	0	0	0	0	5	
Commission des accords de retraite et de prévoyance	Article L. 911-3 du code de la sécurité sociale Décret du 15 juin 1959 fixant la composition de la commission prévue par l'ordonnance n° 59-238 du 4 février 1959 relative aux régimes complémentaires de retraites Décret n° 2002-180 du 13 février 2002 modifiant la composition de la commission prévue à l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale Décret n°2003-903 du 19 septembre 2003 modifiant les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale	32	0	0	0	5	4	5	
Commission nationale de conciliation	Article L. 2522-1 du code du travail	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par les réunions du CIMAP des 14, 20 et 21 juin 2013.*
Commission nationale de la certification professionnelle	Articles L. 335-6, R. 335-24 et suivants du code de l'éducation	32	54	36	33	18	21	52	
Commission nationale de la négociation collective	Articles L. 2271-1, L. 2272-1 et L. 2272-2 et R. 2272-1 et suivants du code du travail	40	0	1,90	0	16	13	0	
Commissions professionnelles consultatives	Articles L. 335-6 et R. 338-1 du code de l'éducation Arrêté du 2 juillet 2009 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministère chargé de l'emploi	20	1 244	0	1 244	90	0	42	
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Articles L.3346-1 et D.3346-1 et suivants du code du travail	35	0	0	0	0	0	0	
Conseil d'orientation sur les conditions de travail	Articles R. 4641-1 et suivants du code du travail	54	45	2,50	0	45	70	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
9. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles	Article L.6123-1 du code du travail (issu de la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale) Décret n°2014-965 du 22 août 2014 relatif aux missions, à la composition et au fonctionnement du conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles	57		-	0		-	0	
Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi Décret n° 91-422 du 7 mai 1991 relatif au conseil national de l'insertion par l'activité économique	42	7	6,90	6	2	4	3	*3 réunions plénières. Le CNIAE a mis en place 4 groupes de travail thématiques.*
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L. 1431-1 et R. 1431-1 et suivants du code du travail	24	0	4,80	5,2	0	3	2	
Haut conseil du dialogue social	Articles L. 2122-11 et R.* 2122-1 et suivants du code du travail Décret n° 2008-1163 du 13 novembre 2008 relatif au Haut conseil du dialogue social	16	0	4,80	0	8	11	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
10. Intérieur									
Comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	Arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	7	0	0	0		1	2	
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets	Décret n° 64-260 du 14 mars 1964 modifié portant statut des sous-préfets	6	9,50	0	0,10	2	1	0	
Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale	Articles 16 à 16-3 du code de procédure pénale	25	0	63,97	58,70		4	6	*Fusion prévue par l'article 21 de loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (habilitation). L'ordonnance n° 2015-952 du 31 juillet 2015 relative à la fusion des commissions compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale prévoit cette fusion, en renvoyant à un décret.*
Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie	Articles 16 et R. 3 à R. 7 du code de procédure pénale	10	0	11,86	12,63		2	2	*Fusion prévue par l'article 21 de loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (habilitation). L'ordonnance n° 2015-952 du 31 juillet 2015 relative à la fusion des commissions compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale prévoit cette fusion, en renvoyant à un décret.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
10. Intérieur									
Commission consultative des jeux de cercle et de casinos	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	12	3,93	3,90	3,90	7	7	9	
Commission consultative des polices municipales	Loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales Articles L. 514-1 et R. 514-1 du code de la sécurité intérieure	24	3,05	0	2,70	1	0	1	
Commission de labellisation (label diversité)	Décret n° 2008-1344 du 17 décembre 2008 relatif à la création d'un label en matière de promotion de la diversité et de prévention des discriminations dans le cadre de la gestion des ressources humaines et à la mise en place d'une commission de labellisation Décret n°2014-335 du 14 mars 2014 relatif à la commission de labellisation du label diversité	20	0	0	0	7	6	5	
Commission de labellisation (label Français langue d'intégration)	Décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 relatif à la création d'un label qualité intitulé « Français langue d'intégration »	10	0	0	0	8	6	4	
Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	Décret n° 2000-1093 du 10 novembre 2000 instituant une commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France Articles D. 211-5 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile Arrêté du 4 décembre 2009 relatif aux modalités de fonctionnement de la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	5	19,20	29,05	28,61	50	64	61	
Commission de révision du nom des communes	Arrêté ministériel du 13 août 1948 instituant auprès du ministère de l'Intérieur une commission de révision du nom des communes	8	0	0	0		0	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
10. Intérieur									
Commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les États n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	4	0	0	0		0	0	
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 9 juin 1998 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	6	0	0	0	4	4	3	
Commission nationale consultative de la sécurité des transports de fonds	Articles D. 613-76 et suivants du code de la sécurité intérieure Arrêté du 22 novembre 2012 relatif à la composition de la commission consultative de la sécurité des transports de fonds	36	0	0	0	0	1	2	
Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives	Articles L. 332-18 et R. 332-10 et suivants du code du sport Loi n° 2006-784 du 5 juillet 2006 relative à la prévention des violences lors des manifestations sportives	8	0	0	0	0	1	0	
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	Articles R. 331-35 à R. 331-44 du code du sport	8	0,70	0	0,90	14	0	9	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur.*
Commission nationale de la vidéoprotection	Articles L. 251-5 à L. 251-7 inclus et L. 252-4 du code de la sécurité intérieure Décret n° 2011-877 du 25 juillet 2011 relatif à la commission nationale de la vidéoprotection	20	0	0	0		1	0	*Suppression décidée par les réunions du CIMAP des 14, 20 et 21 juin 2013.*
Commission nationale de protection et de réinsertion	Article 706-63-1 du code de procédure pénale Décret n°2014-346 du 17 mars 2014 relatif à la protection des personnes mentionnées à l'article 706-63-1 du code de procédure pénale bénéficiant d'exemptions ou de réductions de peines	7	-	0	0	-	0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
10. Intérieur									
Commission nationale des experts en automobile	Articles L. 326-5, R. 326-14 et D. 326-15 du code de la route	13	0	0	0	0	0	0	
Commission pour la désignation des agents des services fiscaux des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-2 et R. 15-33-29-5 et suivants du code de procédure pénale	9	0	0	0	0	0	2	
Commission spécialisée nationale chargée de la mise en œuvre de la reconnaissance, de la validation et des équivalences des formations et expériences des sapeurs-pompiers volontaires	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique	0	0	0	1,50		0	6	
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds	Articles R. 613-47 et R. 613-57 du code de la sécurité intérieure	6	0	0	0	0	0	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur.*
Conférence nationale des services d'incendie et de secours	Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile Décret n° 2004-1156 du 29 octobre 2004 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence nationale des services d'incendie et de secours	35	7,80	8,34	2,50	6	4	2	
Conseil national de la formation des élus locaux	Articles L. 1221-1 et R. 1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	24	0	3,68	8,78		2	6	
Conseil national de la sécurité routière	Décret n° 2001-784 du 28 août 2001 portant création du conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière	53	0	0	0		4	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur.*
Conseil national de sécurité civile	Articles D. 711-1 et suivants du code de la sécurité intérieure	55	0	0	0	0	0	0	
Conseil national des opérations funéraires	Articles L. 1241-1 R. 1241-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	29	0	0,80	3,50		0	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
10. Intérieur									
Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique Décret n° 2012-154 du 30 janvier 2012 relatif au conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	19	0	0,10	0,06		6	4	
Conseil supérieur de l'éducation routière	Articles D. 214-1 et suivants du code de la route	28	0	0	0		2	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur.*
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale Décret n° 84-346 du 10 mai 1984 relatif au conseil supérieur de la fonction publique territoriale	40	0	96,36	70,55		83	79	
Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	Arrêté du 20 octobre 2009 modifié portant création d'un groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	30	0	0	0	1	2	1	
Observatoire national du secourisme	Décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	1,75	0	0	15	0	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
11. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Comité de surveillance biologique du territoire	Articles L. 251-1 et D. 251-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	20	0	4	2	2	2	1	
Comité national de gestion des risques en agriculture	Articles L. 361-8 et D. 361-8 et suivants du code rural et de la pêche maritime	18	0,12	0,23	0,67	6	6	6	*L'écart des coûts de fonctionnement entre 2013 et 2014 se justifie par la régularisation d'une note de frais.*
Comité national de la gestion des risques en forêt	Articles L. 261-4, D. 351-1 et D. 351-2 du code forestier	13	0	0	0	2	1	1	
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D. 661-1 à D. 661-11 du code rural et de la pêche maritime	60	0	0	0		50	50	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-621 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*
Commission consultative de la statistique agricole	Décret n° 57-178 du 15 février 1957 modifié portant réorganisation de la statistique agricole	50	0	0	0	1	1	1	
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Articles L. 411-11 et R. 414-5 du code rural et de la pêche maritime	22	0	0	0	0	0	0	
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Articles L. 2522-1 à L. 2522-7 du code du travail	13	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	Articles L. 752-29 et R. 752-85 du code rural et de la pêche maritime	23	0	0	0	1	1	1	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles au sein du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles*
Commission des calamités agricoles des départements d'outre-mer	Article L. 371-27 du code rural et de la pêche maritime	18	0	0	0	0	0	0	
Commission des comptes de l'agriculture de la Nation	Décret n° 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	22	1	1	2,70	2	2	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
11. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article R. 253-4 du code rural	75	0	0	0	1	1	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-621 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*
Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D. 653-1, D. 653-2 et D. 653-3 du code rural et de la pêche maritime	111	0	0	0	12	11	23	*Les membres de cette commission ne sont ni rémunérés ni indemnisés.*
Commission nationale d'identification	Articles D. 212-13 et D. 212-14 du code rural et de la pêche maritime	54	0	0	0	3	1	2	*Commission renouvelée pour un an par le décret n° 2015-621 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*
Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles	Article R. 751-154 du code rural et de la pêche maritime	28	0	0	0	1	1	1	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le Conseil supérieur des prestations sociales agricoles et la Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles.*
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-172 du 21 février 1992 modifié relatif à la commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	240	0	0	0	4	4	2	
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces et de ses commissions nationales spécialisées	Article L. 335-6 du code de l'éducation Articles D. 814-48 à D. 814-51 du code rural et de la pêche maritime	56	0	0	0	20	13	14	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles en nature de bois, forêts ou espaces naturels pouvant être incorporés au domaine forestier de l'État	Article 384 A ter de l'annexe II du code général des impôts	4	0	0	0		0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
11. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles D. 751-19 et suivants du code rural et de la pêche maritime	31	0	0	0	3	4	3	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-621 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*
Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale	Articles D.200-2 à D.200-4 du code rural et de la pêche maritime	19	0	0	0	1	10	9	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-621 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L. 814-1, L. 814-2 et R. 814-1 à R. 814-9 du code rural et de la pêche maritime	64	0	0	0	6	7	6	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Articles L. 814-3, L. 814-4 et R.814-10 à R.814-30 du code rural et de la pêche maritime	45	0	0	0	6	8	6	
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R. 814-32 du code rural et de la pêche maritime	24	0	0	0	2	3	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-621 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L. 611-1, R. 611-1 et D. 611-4 et suivants du code rural et de la pêche maritime	79	0	0	0	10	15	3	
Conseil supérieur de la forêt et du bois (Ex. : Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois)	Article L. 113-1 du code forestier Articles D.113-7 à R.113-10 et suivants du code forestier	62	0	0	0	0	3	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
11. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Article L731-35-1 du code rural et de la pêche maritime Articles D. 721-1 à D. 721-9 et suivants du code rural et de la pêche maritime	34	0	0	0	3	4	4	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles et la Commission de la prévention des accidents du travail des salariés agricoles.*
Observatoire de l'alimentation	Articles L. 230-3, D. 230-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	25	550	537	990	3	3	13	
Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Articles L. 692-1, D. 692-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	35	0	0	0	4	4	4	
Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers (Ex. : Observatoire de la consommation des espaces agricoles)	Articles L. 112-1, D. 112-1-12 et suivants du code rural et de la pêche	23	0	0	0	0	1	4	
Observatoire national de l'enseignement agricole	Arrêté du 31 juillet 1996 modifié relatif à l'observatoire national de l'enseignement agricole	11	90	83,70	0	10	6	0	*Commission renouvelée pour une durée indéterminée par le décret n° 2015-621 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
12. Économie, industrie et numérique									
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Article 127 du code des marchés publics Décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	6	12,50	14,50	0	4	6	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-593 du 1er juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique*
Comité pour les métaux stratégiques	Décret n° 2011-100 du 24 janvier 2011 portant création du comité pour les métaux stratégiques	23	0	0		1	32		*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-593 du 1er juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique*
Commission consultative des communications électroniques	Articles L.33-4, D.99-4 et D.99-5 du code des postes et communications électroniques	24	0	0	0	3	3	3	*Suppression prochaine par voie réglementaire suite à la décision du Conseil Constitutionnel n° 2015-256 L du 21 juillet 2015*
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L.440-1 et D.440-1 et suivants du code de commerce	42	7	6,70	4,60	3	5	4	
Commission de classement des fonctionnaires de La Poste	Décret n° 2008-58 du 17 janvier 2008 pris pour l'application aux corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics des dispositions de l'article 29-5 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom	9	4,80	4,20	3,80	22	19	13	
Commission de sécurité des consommateurs	Loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs et modifiant diverses dispositions de la loi du 1er août 1905	15		197	153,55	4	2	2	
Commission des annales des mines	Arrêté du 16 janvier 2009 fixant le nombre et les attributions des sections du conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies	10	0	0	0	1	1	1	
Commission des clauses abusives	Articles L.534-1 et suivants et R.534-1 à R.534-3, R.534-15 à R.534-17 du code de la consommation	13	20	23,75	22,76	12	13	15	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
12. Économie, industrie et numérique									
Commission des comptes commerciaux de la Nation	Décret n° 63-100 du 8 février 1963 portant création d'une commission des comptes commerciaux de la nation Décret n° 77-297 du 27 mars 1997 portant réforme de la commission des comptes commerciaux de la nation	40	0	0	0	2	2	2	
Commission interministérielle d'examen des candidatures aux fonctions de conseiller du commerce extérieur de la France	Décret n° 2010-663 du 17 juin 2010 portant réorganisation de l'institution des conseillers du commerce extérieur de la France	18	0	0	0	2	2	2	
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Article R.1334-2 du code de la défense Arrêté du 28 mai 2001 relatif à la commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications pour la défense et la sécurité publique	22	0	0	0	3	3	3	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-593 du 1er juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique*
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label entreprise du patrimoine vivant Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label entreprise du patrimoine vivant	22	8,30	8,30	0	7	7	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-593 du 1er juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique*
Commission nationale des professions libérales	Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la commission nationale des professions libérales	55	-	0	0	-	0	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-593 du 1er juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique*
Commission nationale des services	Décret n° 2013-666 du 23 juillet 2013 relatif à la commission nationale des services	67	-	0	13,80	-	2	10	
Commission nationale des titres-restaurant	Articles R.3262-36 et suivants du code du travail	21	739	701	677	32	48	47	
Commission de concertation du commerce	Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques	-	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
12. Économie, industrie et numérique									
Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques	Articles L.125 et D.570 à D.593 du code des postes et des communications électroniques	14	20,21	20,21	13,75	9	10	13	
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure Arrêté du 8 mars 2002 relatif aux commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	57	0	0	0	1	1	2	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-593 du 1er juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique*
Conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret n° 94-892 du 13 octobre 1994 portant création d'un conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	9	0	0	0	1	1	1	
Conseil national de l'industrie	Décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif au conseil national de l'industrie	40	0	2	0	15	10	0	
Conseil national de la consommation	Articles D.511-1 et suivants du code de la consommation (codification du décret n° 83-642 portant création d'un conseil national de la consommation)	90	0	0	0	30	27	24	
Conseil national du numérique	Décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012 relatif au conseil national du numérique	30	-	0	120,84	-	0	254	
Conseil national du tourisme	Articles D.122-5 et suivants du code du tourisme	204	14	5	0	80	58	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-593 du 1er juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique* *L'année 2014 a constitué une année de transition au cours de laquelle la concertation, habituellement menée au sein du CNT, a eu lieu lors des Assises du Tourisme qui se sont tenues entre novembre 2013 et juin 2014. Il en résulte un coût de fonctionnement nul du CNT pour l'année 2014.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
12. Économie, industrie et numérique									
Groupe interministériel de la consommation	Article D.522-1 et suivants du code de la consommation	20	0	0	0	1	1	2	
Groupe interministériel des normes	Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	29	0	0	0	3	3	3	
Groupes d'étude des marchés	Article 132 du code des marchés publics. Arrêté du 28 août 2006 pris pour l'application de l'article 132 du code des marchés publics	441	0	0	0	149	130	102	
Observatoire économique de l'achat public	Articles 130 à 132 du code des marchés publics Arrêté du 10 novembre 2005 pris en application de l'article 130 du code des marchés publics et relatif à l'observatoire économique de l'achat public	71	0	0	0	2	3	3	
Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation	Ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation	-	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
13. Logement, égalité des territoires et ruralité									
Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	101	0	0	0	5	5	5	
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux	Articles L. 302-9-1-1 et R. 302-26 du code de la construction et de l'habitation	13	0	0	0	1	0	0	
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Décret n° 2009-681 du 12 juin 2009 relatif à l'activité de contrôle technique de la construction, pris pour l'application de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation	14	4,90	8	6,60	5	4	7	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-630 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité*
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	3	0	1	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-630 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité*
Commission des comptes du logement	Décret n° 2010-1302 du 29 octobre 2010 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes du logement	34	1	1	0	5	1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
13. Logement, égalité des territoires et ruralité									
Commission interministérielle des aides à la localisation des activités	Décret n° 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services Décret n° 2007-1029 du 15 juin 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour la recherche, le développement et l'innovation Arrêté du 3 mars 2010 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle des aides à la localisation des activités, les modalités de constitution et de dépôt des dossiers de demande de prime d'aménagement du territoire, les modalités de notification des décisions, la liste des sections de la nomenclature d'activités ou de produits éligibles à la prime et la date limite de dépôt des demandes de la prime	9	165,20	132		6	5		
Commission nationale de concertation	Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière Décret n° 88-274 du 18 mars 1988 portant application de l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif à la commission nationale de concertation	21	0	0	0	3	1	5	
Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier	Article L. 3211-7 et articles R. 3211-13 à R. 3211-17 du code général de la propriété des personnes publiques	22	0	0	0		0	5	
Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale	Décret n° 2006-429 du 12 avril 2006 relatif aux pôles d'excellence rurale	36	0	0	0	0	0	0	
Conférence de la ruralité	Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux Décret n° 2005-1424 du 17 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence de la ruralité	54	0	0			0		
Conseil national de l'habitat	Articles R.* 361-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	74	1,21	1,30	6	3	2	7	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	

13. Logement, égalité des territoires et ruralité

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût 2012	Coût 2013	Coût 2014	Réunions 2012	Réunions 2013	Réunions 2014	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
Conseil national de la gestion et de la transaction immobilières	Loi n°70-9 du 2 janvier 1970 modifiée Décret n°2014-843 du 25 juillet 2014 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil national de la transaction et de la gestion immobilières	13		0	0		0	6	
Conseil scientifique du plan urbanisme construction architecture	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du plan urbanisme construction architecture	10	0,60	0,60	0,30	2	2	1	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-630 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité*
Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique	Décret n° 2015-328 du 23 mars 2015 portant création du conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique	31	-	-	-	-	-	-	*Commission créée le 1er avril 2015*
Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	Articles L. 461-2, R*.461-1 et R. 461-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	6	5	5	
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Article L. 302-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation	18	213	32,56	29,55	9	5	10	
Observatoire des territoires	Décret n° 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'observatoire des territoires	22	45,80	44		2	2		*Commission maintenue pour une durée de 6 ans par le décret n° 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'Observatoire des territoires*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
14. Décentralisation et fonction publique									
Comité des finances locales	Articles L. 1211-1 et suivants et R. 1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	43	517,09	577,62	582,98	5	6	7	*L'évolution du coût du fonctionnement du comité des finances locales tient à l'organisation de la réélection de ses membres en 2014, tous collèges confondus.*
Observatoire des finances locales	Article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales	8	57,77	58,85	56,54	1	1	1	
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État (CIAS) et ses 4 commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS) ; budget	Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État Arrêté du 29 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État	22	40	63	66,20	25	18	29	
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public Décret n° 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'État	6	0	0	0	8	8	11	
Commission consultative sur l'évaluation des charges	Articles L. 1211-4-1 et R. 1212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	3,32	0	1,69	6	0	2	
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique	5	0	0	0	12	12	15	
Commission nationale de conciliation	Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Décret n°2014-1241 du 24 octobre 2014 créant la commission nationale de conciliation prévue par l'article 81 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles	19	-	-	0	-	-	0	
Conseil commun de la fonction publique	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires Décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au conseil commun de la fonction publique	47	40	40	37,20		5	6	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
14. Décentralisation et fonction publique									
Conseil national d'évaluation des normes	Articles L 1212-1 et suivants et R 1213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	36	0	5,17	27,51	20	16	16	
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État Décret n°2012-225 du 16 février 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'État abrogeant le décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'État	20	180	180	130	18	11	9	
Conseil supérieur de la fonction publique siégeant comme commission de recours	Décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'État	27	7	18	18	5	10	9	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
15. Culture et communication									
Comité consultatif des prêts et dépôts d'œuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du fonds national d'art contemporain	Article D. 113-24 du code de patrimoine	12	1,40	0	0	13	10	0	
Comité consultatif du musée national Fernand Léger	Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts	20	0	0	0	0	0	0	
Comité d'experts (entreprises de production phonographique)	Articles 220 *octies* (IV) et 220 Q du code général des impôts	5	0	0	0	6	6	6	
Comité d'orientation pour le fonds stratégique pour le développement de la presse	Décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 modifié relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse	17	2,40	2,40	1,80	8	8	6	
Comité du patrimoine cultuel	Arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine cultuel au ministère de la culture et de la communication	24	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative de la commande publique	Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande publique	12	3,10	1,70	0,76	3	1	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Commission consultative des trésors nationaux	Articles L. 111-4 et R. 111-22 à D. 111-25 du code du patrimoine	12	5,30	2,36	0	9	8	0	
Commission consultative pour l'attribution des aides à l'écriture d'œuvres musicales	Décret n°2014-677 du 24 juin 2014 relatif à l'aide à l'écriture d'œuvres musicales	27		0	5,30		0	1	
Commission consultative pour l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	Décret n° 2014-1651 du 26 décembre 2014 relatif à l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	15	-	-	-	-	-	-	
Commission copie privée	Articles L. 311-5, R. 311-1 et suivants et 311-8 du code de la propriété intellectuelle	25	32,72	15,40	15,36	20	0	0	*Les coûts de fonctionnement comprennent uniquement la rémunération du président.*
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art	5	0	0	0	7	6	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
15. Culture et communication									
Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aide et leurs critères d'attribution	8	0	0	0	1	0	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Commission d'enrichissement de la langue française	Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 modifié relatif à l'enrichissement de la langue française Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	19	0	0	0	30	31	10	
Commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	13	0	0	0		0	0	
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	Décret n° 2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine	20	3	4	0	2	3	0	
Commission de classification des œuvres cinématographiques	Articles R.211-29 à R.211-47 du code du cinéma et de l'image animée	83	144	154	162,90	71	77	65	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication.* *L'écart concernant le coût de fonctionnement entre 20013 et 2014 s'explique par un taux de présence plus important en 2014 des commissaires siégeant au sein des comités de la commission.*
Commission de conciliation pour le droit d'exploitation des œuvres des journalistes	Articles L. 132-44 et R. 132-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle Décret n° 2011-126 du 28 janvier 2011 relatif aux conditions de rémunération du président de la commission prévue à l'article L. 132-44 du code de la propriété intellectuelle	13	2	3	3	4	7	7	
Commission de la rémunération équitable	Articles L. 214-4 et R. 214-1 à R. 214-7 du code de la propriété intellectuelle	23	1,80	0	0	0	0	0	
Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art	Articles D. 113-27 à D. 113-29 du code du patrimoine	17	0	5,92	5,97	0	8	9	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
15. Culture et communication									
Commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la Céramique de Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges	Article L. 451-1 du code du patrimoine	14	3,10	0	0	5	0	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec :* *- la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain en-Laye et du musée national de Préhistoire ;* *- la commission des acquisitions Fontainebleau, Compiègne, Malmaison, Bonaparte, Aix, Pau, 2 Victoires, de Lattre de Tassigny, Port-Royal, Magny les hameaux;* *- et la commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt*
Commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt	Article L. 451-1 du code du patrimoine	11	3,10	0,23	0	1	2	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec :* *- la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain en-Laye et du musée national de Préhistoire ;* *- la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age – Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ;* *- et la commission des acquisitions de l'établissement public du château de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Moulleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal-des-Champs à Magny-les-Hameaux.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
15. Culture et communication									
Commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et du domaine national de Saint-Germain en Laye et du musée national de Préhistoire	Article L. 451-1 du code du patrimoine	14	0,40	0,80	0	2	3	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec : - la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien - Dubouché à Limoges ; - la commission des acquisitions de l'établissement public du château de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Moulleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal-des-Champs à Magny-les-Hameaux ; - et la commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	

15. Culture et communication

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût 2012	Coût 2013	Coût 2014	Réunions 2012	Réunions 2013	Réunions 2014	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
Commission des acquisitions Fontainebleau, Compiègne, Malmaison, Bonaparte, Aix, Pau, 2 Victoires, de Lattre de Tassigny, Port-Royal, Magny les Hameaux	Article L. 451-1 du code du patrimoine	14	0,70	1,70	0	5	5	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec :* *- la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain en- Laye et du musée national de Préhistoire ;* *- la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age – Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ;* *- et la commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt*
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une œuvre audiovisuelle	Articles L. 212-9 et R. 212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	25	0	0	0	0	0	0	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	5,57	5,65	6,86	13	15	11	
Commission du fonds national pour l'archéologie préventive	Article L. 524-14 du code du patrimoine Articles R. 524-11 à R. 524-15 du code du patrimoine	18	0	0	0		0	0	
Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique national (dite commission des dations)	Article 310 G (II) Annexe II au code général des impôts	5	0,50	0,63	0	4	4	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Commission nationale culture handicap	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale culture-handicap	26	1	3	0		1	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
15. Culture et communication									
Commission nationale d'évaluation (qualifications requises pour exercer les activités scientifiques d'un musée de France)	Articles R.442-5 à R.442-9 du code du patrimoine	13	0	0	0	0	1	0	*Commission renouvelée pour une année par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Commission nationale d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur habilités dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque	Décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements	29							
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles d'architecte	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	15	0	0,40	0	0	1	0	
Commission nationale des centres culturels de rencontre	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre	17	0	1	0		4	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Commission nationale des monuments historiques	Article L. 611-1 et R. 611-1 à R. 611-16 du code du patrimoine	150	20,65	26,72	0	31	25	0	
Commission nationale des secteurs sauvegardés	Articles R. 313-18 et suivants du code de l'urbanisme	23	0,30	0	0	1	4	0	
Commission paritaire des publications et agences de presse	Décret n° 97-1065 modifié du 20 novembre 1997 relatif à la commission paritaire des publications et agences de presse	30	7,80	7,80	0	33	32	0	
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant	31	0,30	0	10	1	3	3	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
15. Culture et communication									
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0	0	0	2	1	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Commission scientifique d'habilitation des restaurateurs	Article L. 452-1 du code du patrimoine Articles R. 452-10 1° et R. 452-11 du code du patrimoine	11	0	0	0	0	0	0	
Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts	Article D. 422-4 du code du patrimoine	15	0	0	0	13	10	0	
Commission scientifique nationale des musées de France	Article D. 451-1 à D. 451-6 du code du patrimoine	35	0	0	0	1	1	0	
Commission scientifique nationale des collections	Articles L. 115-1 et L. 115-2 du code du patrimoine Articles R.115-1 à R.115-4 du code du patrimoine	88	0	0	0	0	1	0	
Conseil artistique des musées nationaux	Articles L. 451-1, R. 422-5 et D. 422-6 et suivants du code du patrimoine	23	4,70	3,50	0	8	8	0	
Conseil des Arts et Lettres	Décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres	16	0	0	0	3	3	3	
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	Articles D. 144-1 à D. 144-5 du code du patrimoine	15	0,34	0	0	5	4	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Conseil national de la recherche archéologique	Articles R. 545-1 et suivants du code du patrimoine	32	18,52	21,27	0	7	6	0	
Conseil national des parcs et jardins	Décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du conseil national des parcs et jardins	29	0	0	0	2	1	0	
Conseil national des professions du spectacle	Décret n° 2013-353 du 25 avril 2013 relatif au conseil national des professions de spectacle	90	0	0	0	1	2	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
15. Culture et communication									
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	13	0,86	1	0	2	2	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Conseil scientifique de la grotte de Lascaux	Arrêté du 15 février 2010 portant création du conseil scientifique de la grotte de Lascaux	14	38,16	26,90	0	4	3	0	
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale	22	0	0,80	0	0	1	0	
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	58	81	54	79,80	42	61	85	*Le coût de fonctionnement comprend la rémunération de l'ensemble des présidents et rapporteurs des missions et commissions œuvrant sur ces sujets.*
Conseil supérieur des archives	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine	35	0	0	0	0	1	0	
Haut comité des commémorations nationales	Arrêté du 23 septembre 1998 modifié portant création d'un haut comité des commémorations nationales auprès du ministre chargé de la culture	12	0	0	0	0	3	0	*Commission renouvelée pour 5 ans par le décret n° 2015-631 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication*
Haut conseil des musées de France	Articles L. 430-1 et L. 430-2 du code du patrimoine	23	0,30	0	0	1	0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
16. Ville, jeunesse et sports									
Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative	Décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011 relatif au fonds pour le développement de la vie associative	25	0,65	0,88	1,41	5	3	3	.
Comité des médaillés de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif	Décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports Arrêté du 5 janvier 1982 fixant la composition du comité	26	0	0	0	2	2	2	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n°2015-634 du 5 juin 2015 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.*
Commission de reconnaissance des qualifications	Articles R. 212-84, D. 212-84-1 et A. 212-175-10 du code du sport	9	8	0	1	12	0	12	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2014-1452 du 4 décembre 2014 portant renouvellement de la commission de reconnaissance des qualifications prévue à l'article R. 212-84 du code du sport.*
Commission nationale d'agrément (Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse)	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	0,22	0,14	0,12	8	5	6	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n°2015-634 du 5 juin 2015 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.*
Commission nationale d'habilitation pour dispenser la formation aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs (conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse)	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	24	0	0	0,15	2	0	1	
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Articles R. 312-22 et suivants du code du sport	13	0	0	0	4	3	5	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2015-255 du 3 mars 2015 relatif au renouvellement de la commission nationale de sécurité des enceintes sportives.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
16. Ville, jeunesse et sports									
Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation	Articles D. 142-33 à D. 142-38 et A. 142-20 à A. 142-32 du code du sport	41	9,60	5	4	6	3	2	*Commission renouvelée pour une durée de 5 ans par le décret n° 2013-602 du 8 juillet 2013 portant renouvellement de la commission professionnelle consultative des «métiers du sport et de l'animation ».*
Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse Arrêté du 14 octobre 2011 portant nomination à l'assemblée plénière du conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	72	0	2,30	2,30	0	1	1	
Conseil national du sport	Articles R. 142-1 à R. 142-15 du code du sport	61	0	12,10	9,90	-	13	13	
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D. 142-26 et suivants du code du sport	43	48	48	48	7	0	11	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2015-634 du 5 juin 2015 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports*
Observatoire national de la politique de la ville (ex-Observatoire national des zones urbaines sensibles)	Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine Décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	40	1 873	1840	1400	9	4	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement *(en milliers d'€)*			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
17. Outre-mer									
Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage Décret n° 2009-506 du 6 mai 2009 relatif au comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	12	39,80	41,27	39	6	7	6	
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer	Loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer Décret n° 2010-1048 du 1er septembre 2010 relatif à la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer	39	0	14,77	4,86	0	5	3	
Conseil du service militaire adapté	Décret n° 2011-834 du 12 juillet 2011 portant création du conseil du service militaire adapté	20	0,15	0	0	1	0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	
18. Banque de France									
Comité de la médiation bancaire	Articles L. 615-2, R. 615-9 à R. 615-12 du code monétaire et financier	5	3,50	3,80	4,20	2	1	1	*L'évolution du coût de fonctionnement de 10 % tient pour l'essentiel au coût de l'édition du rapport d'activité dont le support a été amélioré en 2014.*
Observatoire de la sécurité des cartes de paiement	Articles L. 141-4, R. 141-1 et R. 141-2 ; R. 142-22 à R. 142-27 du code monétaire et financier	35	16,40	2,80	1,40	3	3	3	

Liste des commissions et instances consultatives ou délibératives supprimées depuis le 16 septembre 2014

Ministères	Intitulé de l’instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Premier ministre	Commission interministérielle de la politique immobilière	Décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration	Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration
Affaires étrangères et développement international	Commission spécialisée de terminologie et de néologie des affaires étrangères	Arrêté du 20 mai 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère des affaires étrangères	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
Écologie, développement durable et énergie	Comité technique de l'électricité	Décret n° 87-437 modifié du 17 juin 1987 relatif au comité technique de l'électricité	Décret n° 2009-880 du 20 juillet 2009 modifiant le décret n° 87-437 du 17 juin 1987 relatif au comité technique de l'électricité
	Comité de suivi de l'application du règlement EMAS (dit comité EMAS)	Arrêté du 20 juin 2002 portant création du comité de suivi de l'application du règlement EMAS	Décret n°2014-589 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie dans le domaine de l'équipement et des transports	Arrêté du 9 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 7 juillet 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de l'équipement, des transports et du logement	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	Arrêté du 17 décembre 2001 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur	Arrêté du 26 juillet 2004 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française

Ministères	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Justice	Commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créé à la suite de la création d'un tribunal de commerce	Articles R. 742-18 et R. 742-19 du code de commerce	Décret n°2014-591 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la Justice
	Commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'État, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale	Articles R. 743-173 et R. 743-174 du code de commerce	Décret n°2014-591 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	Arrêté du 16 février 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Commission chargée d'émettre un avis sur la compétence juridique appropriée de certaines professions non réglementées ou organismes mentionnés aux articles 60, 61, 63, 64 et 65 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971	Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques	Loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
	Conseil supérieur de la médecine légale	Décret n° 94-1210 du 30 décembre 1994 modifié portant création d'un conseil supérieur de la médecine légale	Décret n° 2014-591 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice
Finances et comptes publics	Comité directeur de l'opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé « opérateur national de paye »	Décret n° 2015-144 du 9 février 2015 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé « centre interministériel de services informatiques relatifs aux ressources humaines »
	Comité stratégique de l'opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé « opérateur national de paye »	Décret n° 2015-144 du 9 février 2015 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé « centre interministériel de services informatiques relatifs aux ressources humaines »

Ministères	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Défense	Commission nationale de désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	Décret n° 99-469 du 4 juin 1999 relatif au désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	Décret n° 2014-1698 du 29 décembre 2014 portant modification de divers décrets relatifs à certaines allocations et aides en faveur des anciens membres des formations supplétives, des rapatriés et de leurs familles
	Comité d'examen des prix de revient des fabrications d'armement	Décret n° 66-221 du 14 avril 1966 portant création du comité des prix de revient des fabrications d'armement	Décret n°2014-596 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la défense
	Haut conseil des rapatriés	Décret n° 2002-1479 du 20 décembre 2002 portant création du haut conseil des rapatriés	Décret n° 2014-1696 du 29 décembre 2014 portant transfert des attributions de la mission interministérielle aux rapatriés à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la défense	Arrêté du 8 novembre 1996 modifié portant création et fixant la composition de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la défense	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense	Arrêté du 15 octobre 2010 portant création au sein du ministère de la défense d'un comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense	Arrêté du 17 août 2015 portant abrogation de divers arrêtés relatifs à des commissions administratives du ministère de la défense
	Comité du logement	Arrêté du 20 avril 2011 portant organisation de la concertation en matière de logement au ministère de la défense	Arrêté du 17 août 2015 portant abrogation de divers arrêtés relatifs à des commissions administratives du ministère de la défense
Affaires sociales, santé et droits des femmes	Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	Arrêté du 11 mars 1986 relatif au conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	Décret n°2014-594 du 6 juin 2014 renouvelant certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère des affaires sociales et de la santé
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie compétente pour le domaine de la santé et le domaine social	Arrêté du 22 janvier 2014 instituant une commission spécialisée de terminologie et de néologie compétente pour le domaine de la santé et le domaine social	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française

Ministères	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Intérieur	Commission nationale de conciliation	Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales Décret n° 2007-1553 du 31 octobre 2007 relatif à la commission nationale de conciliation	Loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures
	Commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les États n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 4 mai 2015 abrogeant l'arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les États n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière
	Commission nationale de conciliation - transfert aux départements des parcs de l'équipement et évolution de la situation des ouvriers de l'État	Loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers Décret n° 2010-1317 du 3 novembre 2010 relatif à la commission nationale de conciliation	Loi n° 2015-177 du 16 février 2015 relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures

Ministères	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Agriculture, agroalimentaire et forêt	Observatoire national des abattoirs	Article D. 654-8 du code rural et de la pêche maritime	Décret n° 2009-1770 du 30 décembre 2009 relatif aux établissements d'abattage
	Commission de conciliation des litiges dans le secteur du lait	Articles L. 654-34 et D. 654-94 et suivants du code rural et de la pêche maritime	Commission devenue sans objet suite à la disparition des quotas laitiers au 1er avril 2015
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie	Arrêté du 1er décembre 1998 portant création et composition d'une commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de l'agriculture et de la pêche modifié par arrêté du 11 janvier 2013	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Conseil national de l'alimentation	Articles D. 541-1 et suivants du code de la consommation Arrêté du 12 mai 2010 fixant les modalités de fonctionnement du conseil national de l'alimentation	Décret n° 2014-602 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
	Comité national d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun	Articles L. 323-11 et R. 323-5 et suivants du code rural et de la pêche maritime	Décret n°2015-215 du 25 février 2015 relatif aux conditions et modalités d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun et portant diverses dispositions d'adaptation règlementaire
	Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles	Article R. 751-154 du code rural et de la pêche maritime	Décret n°2015-861 du 13 juillet 2015 relatif à la suppression de la pluralité d'assureurs dans les branches d'assurance maladie et d'accidents du travail du régime de protection sociale des personnes non salariées agricoles et au conseil supérieur des prestations sociales agricoles
	Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	Articles L. 752-29 et R. 752-85 du code rural et de la pêche maritime	Décret n°2015-861 du 13 juillet 2015 relatif à la suppression de la pluralité d'assureurs dans les branches d'assurance maladie et d'accidents du travail du régime de protection sociale des personnes non salariées agricoles et au Conseil supérieur des prestations sociales agricoles

Ministères	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Économie, industrie et numérique	Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	Décret n° 2006-151 du 13 février 2006 instituant une délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale Décret n° 2006-826 du 10 juillet 2006 relatif au conseil supérieur de l'économie sociale	Décret n°2014-593 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'économie, du redressement productif et du numérique
	Commission nationale du commerce équitable	Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises	Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie, des finances, du commerce, de l'artisanat et des services	Arrêté du 20 janvier 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	Arrêté du 20 octobre 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	Arrêté du 19 janvier 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	Arrêté du 23 mai 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique	Arrêté du 15 juillet 2013 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française

Ministères	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Décentralisation et fonction publique	Commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française Décret n° 2010-629 du 9 juin 2010 relatif au fonctionnement de la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique	Décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française
Culture et communication	Commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Arrêté du 6 février 2003 portant création de la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Décret n°2014-601 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication
	Commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	Arrêté du 28 septembre 1995 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	Décret n°2014-601 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication
	Commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	Arrêté du 15 mars 1999 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	Décret n°2014-601 du 6 juin 2014 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la culture et de la communication
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication	Arrêté du 2 mars 1998 modifié portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française
Ville, jeunesse et sports	Commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	Arrêté du 13 juillet 2005 relatif à la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	Décret n° 2015-341 du 25 mars 2015 modifiant le décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française